



PHOTO: VINCENT DALLAIE

Marie-Anne Frison-Roche

« DES RÉGULATEURS publics plutôt que privés »

Les gouvernements doivent d'urgence reprendre la main sur les normes comptables, selon cette spécialiste du droit de la régulation et professeure à Sciences-Po, afin de lutter contre la financiarisation excessive de l'économie.

Quel est le rôle de l'État dans une économie de marché ?

L'État est la condition *sine qua non* du marché. Sans État, il n'y a pas de droit de la propriété, et donc pas de contrats possibles, pas d'échanges possibles. L'État est le garant de l'arrière-plan juridique et institutionnel nécessaire au bon fonctionnement du marché. Il garantit que l'acteur économique qui ne respecte pas les règles sera sanctionné. Croire que l'économie marchande peut s'épanouir sans un État fort est une illusion. Savoir si le secteur public et les politiques

budgétaires doivent être plus ou moins fortes est une tout autre question.

La mondialisation ne remet-elle pas en cause la capacité des États à contrôler et encadrer les marchés ?

La mondialisation bouscule les États à deux niveaux. D'abord, en accélérant les échanges, elle oblige les États à aller plus vite dans la négociation d'accords commerciaux ou de conventions en réduisant le temps de la diplomatie. Cela passe par l'instauration de structures de coopération internationale plus

souples, à l'image du G20. La tâche est plus difficile pour les diplomates, mais le phénomène n'est pas véritablement nouveau. Le deuxième élément qui caractérise la mondialisation est totalement inédit. Il s'agit de la révolution des moyens de communication et de ses conséquences sur la circulation des capitaux. Les marchés financiers, combinés à Internet, ne connaissent plus le temps ni l'espace.

Réguler les marchés financiers est-il donc devenu une tâche impossible ?

Les États sont confrontés à un problème



« Songez que le budget des États-Unis va être traduit dans des normes équivalentes à celles des sociétés cotées ! »

Ses propositions

- Instaurer des autorités de régulation financière publiques supranationales
- Modifier les normes comptables pour les rendre plus soucieuses de la création de richesse à long terme



ontologique puisqu'ils sont par nature attachés à un peuple, à un territoire, et que c'est précisément cet ancrage territorial qui est mis en cause par l'instantanéité et l'immatérialité de l'information sur les marchés financiers. Avec Internet, la finance ne connaît plus de frontière et les États deviennent plus petits que l'objet qu'ils ont vocation à encadrer. On pourrait certes rêver de créer un gouvernement mondial, mais à ce jour, il n'existe pas.

Quelle solution préconisez-vous ?

La première est d'instaurer des groupements régionaux de pays qui s'accordent sur des règles communes. C'est un premier pas, mais l'absence de frontières de la finance demeure un obstacle. L'autre solution est d'imaginer la puissance publique indépendamment des États et indépendamment des frontières. Apparaît alors la notion de régulation avec des autorités supranationales.

Ces autorités de régulation existent déjà et elles n'ont pas empêché la crise de 2008...

C'est vrai, mais avouons qu'il était extrêmement difficile de prévoir une crise de cette ampleur. La vraie rupture serait que les États et les responsables politiques s'intéressent de près à la régulation financière et reprennent la main. Les règles prudentielles et les normes comptables sont aujourd'hui quasi exclusivement élaborées par des professionnels, ce n'est pas sain ! Dans un monde où l'information financière a pris une telle importance, les normes comptables sont devenues un bien public.

Autrement dit, vous prônez une régulation publique à la place des régulateurs privés...

Oui. La régulation des marchés financiers s'appuie aujourd'hui quasi uniquement sur des initiatives privées ou venues de professionnels. Ce sont les banquiers centraux qui se réunissent à Bâle pour édicter des règles de prudence destinées aux banques ou des experts-comptables qui se retrouvent à Londres pour se mettre d'accord sur les normes que doivent respecter les sociétés cotées. Juridiquement, ces organismes n'ont aucun statut ni aucune légitimité démocratique, et pourtant leurs décisions ont une influence majeure sur la finance et l'économie mondiale. Il est temps que les gouvernements démocratiquement élus s'en préoccupent !

Pourquoi ne pas laisser les professionnels définir les règles comptables ?

Parce que les normes comptables sont devenues un sujet d'intérêt général et qu'il n'y a pas de raison qu'une poignée de professionnels, aussi respectables et savants soient-ils, décident pour l'ensemble de la planète. L'information financière est cruciale car elle influence le regard que nous portons sur la richesse produite par les entreprises, mais aussi de plus en plus sur le patrimoine des États. Songez que Barack Obama a demandé pour la première fois à ce que le budget

« Il faut placer les règles comptables et financières au cœur du débat public. »

La réaction de...



SYLVIE GOULARD,
députée européenne MoDem

« Les pouvoirs des experts sont énormes »

« En matière de régulation financière, une série de comités d'experts "font la loi" – au sens propre du terme ! – à la place des parlements démocratiquement élus : le comité de Bâle (Banque des règlements internationaux) en matière bancaire, l'IASB (International Accounting Standard Board) pour les règles comptables. Ils ont des pouvoirs énormes. Des orientations adoptées par eux (comme les règles de Bâle III pour les exigences en capital des banques) peuvent être mises en œuvre par anticipation avant même leur traduction en droit européen, et sans assurance que nos partenaires, notamment américains, les appliquent. »

des États-Unis soit traduit dans des normes équivalentes à celles utilisées par les sociétés cotées, afin de permettre au pays de mieux lever des fonds !

Que reprochez-vous à ces normes ?

Elles livrent une vision court-termiste du patrimoine des entreprises dans la mesure où elles intègrent les variations des cours de bourse au jour le jour. Ce sont des normes qui s'adressent aux investisseurs et non aux producteurs, elles encouragent la spéculation et ne disent pas grand-chose de la santé réelle des entreprises. La perspective que les États adoptent les mêmes normes pour plaire aux marchés financiers est alarmante. Ce serait la phase ultime d'une financiarisation de l'économie catastrophique par bien des aspects. Pour l'éviter, il faut placer les règles comptables et financières au cœur du débat public et les remettre à plat. ●

Propos recueillis par L. F.